



Gouvernement du Rwanda
Ministère des finances et de la planification économique



 Economic Commission for Africa
Commission économique pour l'Afrique
1958 - 2018

22^e réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est (SRO-EA)

Mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale en Afrique de l'Est: de la vision à l'action

Note d'orientation pour la séance plénière : Le commerce des services et la Zone de libre-échange continentale

20 – 22 novembre 2018

Kigali Convention Centre

Rwanda

I. Contexte

Les délibérations en cours sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ont principalement porté sur la libéralisation du commerce des marchandises, tandis que l'accent a été nettement moins mis sur le commerce des services.¹ Ceci, en dépit du fait que les services représentent environ la moitié du PIB du continent, les économies de la majorité des États membres, y compris les Comores, Djibouti, Madagascar, le Rwanda et les Seychelles étant axées sur le secteur des services. Le secteur des services est également un employeur de premier plan et, pour un certain nombre d'États membres d'Afrique de l'Est, il constitue la principale source de devises. De plus, un certain nombre d'États membres, tels que le Kenya, les Seychelles et la Tanzanie, ont continué à maintenir une balance commerciale largement positive dans les services, alors que même les États ayant enregistré des déficits, ceux-ci ont été relativement faibles comparés aux déficits du commerce des marchandises.

Les exportations de services de la région ont augmenté régulièrement, passant de plus de 6 milliards de dollars US en 2005 à plus de 17 milliards de dollars US en 2016, certains États membres ayant enregistré une multiplication par trois de leur hausse depuis 2005. A titre d'illustration, d'une valeur atteignant à peine 119 millions de dollars en 2005, les exportations de services du Rwanda s'élevaient à plus de 998 millions de dollars en 2015, soit une multiplication par neuf environ de l'augmentation. La hausse constante du commerce des services dans la région a été induite par un certain nombre de secteurs, notamment les services financiers, les TIC et le tourisme, comme cela a été le cas par exemple au Kenya, tandis qu'elle a été portée par les secteurs de l'éducation et du transport aérien dans le cas de l'Ouganda et de l'Éthiopie respectivement (Khana et al., 2016). Dans cette optique, le marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA) devrait avoir un impact positif sur les services de transport aérien et, par conséquent, sur l'économie régionale. Malgré leur potentiel, un certain nombre de sous-secteurs n'ont pas encore reçu

¹ Notre définition des services englobe les entreprises ; la communication; la construction et activités connexes de génie; l'éducation; l'environnement; les finances; activités liées à la santé et au social; le tourisme et les voyages; les activités récréatives, culturelles et sportives; et les transports (CNUCED, 2015).

l'attention nécessaire pour permettre aux États Membres d'appliquer des politiques de STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) pour atteindre leurs objectifs de développement. L'un de ces sous-secteurs est celui des industries créatives, dont le niveau des exportations intra et interrégionales connaît une progression supérieure à 80%.

Cependant, le secteur des services continue de faire face à un certain nombre de défis qui entravent la pleine réalisation de son potentiel dans la région. Au des principaux défis figurent : l'absence de politiques appropriées aux niveaux national et régional susceptibles de favoriser une mise en relation étroite avec le reste de l'économie ; des régimes réglementaires rigides; le coût élevé des services; le manque de capital humain; l'accessibilité; les problèmes liés à la qualité et à la compétitivité; et le faible niveau de ratification et / ou de mise en œuvre d'accords et de décisions clés tels que, la Décision de Yamoussoukro.

II. Objectifs de la session

Au regard de ce qui précède et vu le potentiel du commerce des services, l'objectif principal de la présente session, sera d'explorer la meilleure façon dont la région pourrait tirer parti de ce secteur à travers la mise en œuvre de la ZLECA. La plénière examinera les questions suivantes :

- i. Le secteur des services est en train de devenir un moteur essentiel de la croissance économique et du développement dans la région de l'Afrique de l'Est. Quelles politiques sont nécessaires, aux niveaux national et régional, pour faciliter la mise en liens avec d'autres secteurs clés, notamment l'agriculture et le secteur manufacturier ?
- ii. Quel est le rôle potentiel des activités culturelles et des arts dans l'expansion du commerce régional des services ?

- iii. Étant donné que le coût des services est assez élevé dans la région, quelles stratégies pourraient être déployées aux niveaux national et régional pour améliorer la compétitivité ?
- iv. La production de services innovants, compétitifs et de bonne qualité nécessite un niveau élevé de compétences et de connaissances, qui fait généralement défaut dans toute la région. Quelles sont les opportunités aux niveaux national et régional qui pourraient contribuer à renforcer le capital humain à cet égard ?
- v. Compte tenu de l'importance grandissante accordée à l'intégration régionale, des efforts remarquables ont été déployés aux niveaux national et régional pour s'attaquer aux problèmes liés aux obstacles au commerce des services. Cependant, la mise en œuvre de tels instruments reste un défi. Quelle est la meilleure solution pour harmoniser les décisions prises au niveau régional avec les politiques nationales et inversement pour maximiser les avantages du commerce des services ?

III. Programme provisoire

Mardi 20 novembre 2018

Modératrice : Novella Nikwigize, Journaliste-présentatrice à la Télévision rwandaise

Discussion en Panel :

- Julius Muia, Secrétaire principal, Département d'État pour la Planification- Trésor national et Ministère du Plan, Kenya
- Diane Sayinzoga, Chef du Département des zones économiques spéciales et des exportations, Rwanda Development Board
- Brad McDonald, Directeur adjoint, Division de la politique extérieure, FMI
- Eric Kabera, Réalisateur, Fondateur et Président de *Rwanda Cinema Centre*
- Remmy Lubega, Directeur général de RG Consult

IV. Participation

La session rassemblera des experts de pays d’Afrique de l’Est, ainsi que des représentants du secteur privé, d’organisations de la société civile et d’autres institutions compétentes. Pour de plus amples informations et d’éclaircissements, veuillez contacter M. Geoffrey Manyara, manyara@un.org

Références

Khanna, A., Papadavid, P., Tyson, J. and te Velde, D.W. (2016). *The role of services in economic transformation - with an application to Kenya*. Disponible à: [https://set.odi.org/wp-content/uploads/2016/02/The-Role-of-Services-in-Economic-Transformation Kenya.pdf](https://set.odi.org/wp-content/uploads/2016/02/The-Role-of-Services-in-Economic-Transformation-Kenya.pdf)

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) (2015). *Le développement économique en Afrique - Libérer le potentiel du commerce des services en Afrique pour la croissance et le développement*. Disponible à: https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/aldcafrica2015_en.pdf